

## **APPEL D'OFFRES OUVERT**

*Conclu en application de l'Arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des Organismes de Sécurité Sociale, et des articles L 2124-2, R 2124-2, R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique*

### **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)**

**AOO N°2001/2025**

<p><b>MAINTENANCE DES INSTALLATIONS TECHNIQUES DES SITES DE L'URSSAF PACA – NICE-AVIGNON– 12 LOTS</b></p>
---

**Pouvoir adjudicateur :**  
URSSAF HD  
20 avenue Viton  
TSA 99999  
13287 MARSEILLE Cedex 09

## ARTICLE 1 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE - DISPOSITIONS GENERALES

### 1.1 Objet

Le présent accord-cadre, régi par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), a pour objet l'achat de prestations de maintenance des installations et de leurs asservissements, pour le compte de l'URSSAF PACA sur ses sites de Nice et d'Avignon.

Les prestations concernées regroupent :

- la maintenance préventive, systématique et corrective de l'ensemble des installations et de leurs asservissements, afin de permettre leur continuité de service dans des conditions optimales de sécurité et de bon fonctionnement ;
- le traitement des non-conformités relevées par les vérifications périodiques réglementaires prévues pour lesdites installations.

### 1.2 Procédure – Forme du marché

#### **Procédure et forme du contrat**

Le contrat conclu sera un marché relatif à des services passés en application :

- du code de la commande publique ;
- de l'arrêté du 19/07/2018, portant réglementation des marchés publics des organismes sécurité sociale.

La présente consultation est lancée sous la forme d'un appel d'offres ouvert conformément aux dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale et des articles L 2124-2, R 2124-2 1° et R 2161-2 à 5 du code de la commande publique.

L'exécution du contrat sera notamment soumise aux textes suivants, ainsi qu'à toute autre réglementation afférente à son objet :

- Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux Marchés Publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30/03/2021 (sauf dérogations mentionnées à l'article 14 du CCAP) ;
- toute autre réglementation afférente à son objet

### 1.3 Allotissement – Prestations et quantités

#### **Allotissement et quantités**

<b><u>LOT 1 Urssaf Paca – site de Nice</u></b>
LOT N°1 : Maintenance des installations thermiques - ventilation - sanitaires
LOT N°2 : Maintenance des installations électriques
LOT N°3 : Maintenance des installations de sécurité
LOT N°4 : Maintenance des installations de lutte contre l'incendie
LOT N°5 : Maintenance des portes et rideaux automatiques
LOT N°6 : Maintenance des ascenseurs

<b><u>LOT 2 Urssaf Paca – site d’Avignon</u></b>
LOT N°7 : Maintenance des installations thermiques - ventilation - sanitaires
LOT N°8 : Maintenance des installations électriques
LOT N°9 : Maintenance des installations de sécurité
LOT N°10 : Maintenance des installations de lutte contre l’incendie
LOT N°11 : Maintenance des portes et rideaux automatiques
LOT N°12 : Maintenance des ascenseurs

Les prestations sont souscrites selon les besoins, quantités et fréquences définis dans l’acte d’engagement et le CCTP (maintenance préventive). Ces quantités sont fermes et contractuelles (à l’exception des visites notifiées par bons de commandes, telles que la maintenance corrective et les mises en conformité).

### **Contenu des prestations**

Les prestations commandées consistent en des opérations de maintenance corrective, des opérations d’entretien, de réparation ou de remplacement d’éléments et de composants défectueux et des prestations de mise en conformité suite à vérification périodique réglementaire, portant sur les installations des sites suivants :

Urssaf de Nice - 152 avenue de la Californie - 06295 Nice Cedex 3

Urssaf d’Avignon - 385 Rue Jean Dausset -ZAC du Pôle Technologique Agroparc - 84140 Avignon

Les prestations, les installations, ainsi que leur consistance réelle, sont détaillées dans le CCTP et les annexes de gamme de maintenance correspondants aux différents lots.

### **Clause d’exécution du marché**

Les prestations attendues telles que le définit le présent Cahier des Clauses Particulières s’appliquent aux 3 bâtiments exploités par l’Urssaf PACA à la date d’élaboration du Dossier de Consultation des Entreprises.

En cas de transaction immobilière ayant une incidence sur le volume des prestations à réaliser ou leurs lieux d’exécution, le présent marché sera modifié par voie d’avenant précisant les éventuelles nouvelles conditions d’exécution.

## **1.4 Délais d’exécution des prestations**

Les délais visés par les documents du marché sont les suivants :

- délai maximal d’intervention sur site (cf. article 2.2 du CCTP) ;
- délai maximal de remise en service des installations (cf. article 2.2 du CCTP et annexe 1 de l’acte d’engagement);
- délai maximal de remise des rapports de maintenance préventive (cf. article 2.1 du CCTP) ;
- délai maximal de remise des rapports de maintenance corrective (cf. article 2.2 du CCTP).

D’autres délais sont susceptibles d’impacter les prestations et d’être notifiés au titulaire, notamment par voie d’ordre de service.

La computation des délais fixés dans le marché ou notifiés par ordres de services est telle que décrite à l’article 3.2 du CCAG-FCS. Les délais fixés en jours ouvrés sont tels que définis à l’article 3.2.5 de ce même document.

Le dépassement de ces délais par le titulaire peut entraîner l’application des pénalités de l’article 7 du présent document. Les périodes de congés annuels du titulaire ne donnent droit à aucune réduction de délais, diminution ou restriction des fréquences, prestations et temps à passer pour l’exécution du marché.

## **ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES - REGLEMENTATION**

Par dérogation aux dispositions de l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le mémoire technique du titulaire.

Dans le cas où le titulaire aurait joint à son offre des conditions générales de prestations, celles-ci ne s'appliquent que pour autant qu'elles ne contreviennent pas aux clauses prévues par les documents du marché et leurs annexes, et ne peuvent en aucun cas se substituer aux conditions contractuelles de ces derniers qui seules font foi.

### **ARTICLE 3 - DUREE – RECONDUCTION – COMMENCEMENT D'EXECUTION**

#### **Durée initiale**

L'accord-cadre est conclu pour une durée initiale de 12 mois à compter du 03/11/2025. (date impérative de prise en charge des installations par le titulaire).

#### **Reconduction**

A l'issue de cette période, il sera reconduit annuellement et tacitement, à sa date anniversaire, par période de 12 mois, au maximum 3 fois.

La décision unilatérale de ne pas reconduire un marché, au seul bénéfice de l'organisme, prendra la forme d'une lettre recommandée avec avis de réception envoyée au moins 3 mois avant l'échéance de la période en cours. Conformément à l'article R2112-4 du code de la commande publique, il est précisé dans le marché que le titulaire ne pourra pas s'opposer à la reconduction de celui-ci.

En tout état de cause, les marchés ne pourront s'exécuter au-delà d'une durée maximale de 48 mois, toutes reconductions confondues.

## ARTICLE 4 – CONDITIONS FINANCIERES

### 4.1 Caractéristiques des prix

#### **Etablissement des prix – Paiement**

Les prix du marché sont des prix révisables, forfaitaires (pour les prestations de maintenance préventive) et unitaires (pour les interventions de maintenance corrective, de mise en conformité) comprenant les prestations indiquées au CCTP.

Leur date d'établissement correspond au mois de la date où l'offre du titulaire a été remise à l'URSSAF PACA (appelé mois « zéro » soit m0). Ces prix seront établis en Euros Hors Taxes (€ HT), franco de port pour les livrables.

Prix des marchés	Modalités de paiement applicables	
Prix forfaitaires relatifs aux conduites d'installations et maintenances préventives.	Paiement semestriel, à terme échu.	Selon les conditions relatives aux délais de paiement définies aux articles R2192-12 à R2192-15 du code de la commande publique.
Prix unitaires relatifs aux prestations pouvant être notifiées par bons de commandes.	Paiement au prorata des quantités réellement exécutées par le titulaire du marché.	

Il ne sera pratiqué aucune retenue de garantie.

#### **Contenu des prix**

Ces prix sont augmentés, le cas échéant et si applicable, de la TVA en vigueur au moment de l'exécution du marché. Sans préjudice des dispositions de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, ils comprennent tous les frais afférents :

- aux prestations décrites dans le marché ou souscrites ultérieurement par avenant, dans le cadre de l'obligation de résultat ;
- aux pièces, équipements de remplacement, fluides et leur conditionnement, frais de main d'œuvre et de déplacement ;
- à l'adaptation, au paramétrage et aux essais sur les installations comprises dans le marché, rendus nécessaires afin d'assurer la bonne exécution des prestations ;
- à la prestation d'assistance des organismes aux visites périodiques réglementaires ;
- à la prise de toute mesure particulière par le titulaire destinée à assurer la protection de la santé de ses salariés ;
- à la mise à disposition de tout outil dématérialisé permettant le suivi des prestations, si proposé dans l'offre initiale, ou souscrit ultérieurement par avenant ;
- aux charges fiscales, parafiscales, droits de douanes et autres frappant légalement et/ou obligatoirement les prestations prévues au marché ;
- à la facturation / exécution financière relative au marché (sauf intérêts moratoires) ;
- à l'assurance, garantie, ajournement ou rejet des prestations visées au marché, ainsi que leur nouvelle exécution conforme ;
- à tous frais de personnel exécutant (déplacement / repas / transport / logement / remplacement) ou sous-traitant jusqu'à l'exécution conforme des prestations prévues au marché ;
- à tous documents mis à disposition ou établis par le titulaire, ainsi que leurs frais de préparation, d'élaboration et leur éventuel conditionnement ;
- à tous frais de petites fournitures et petits matériels nécessaires à l'exécution des prestations.

Les prix sont exclusifs de tout autre émolument et de tout autre remboursement de frais au titre de l'exécution des prestations. Ne sauraient notamment justifier de supplément de prix :

- toutes imprécisions, omissions, erreurs ou contradictions dans les documents du marché ;
- les anomalies survenant au cours de l'exécution du marché et ne présentant pas les caractères de la force majeure ou de l'imprévision, ainsi que les aléas donnant naissance à une interruption temporaire des prestations (sans bouleverser l'économie du marché). Ces éléments sont déjà compris dans l'économie et les prix du marché.

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront réglées par application d'un prix global et forfaitaire et des prix unitaires détaillés au bordereau des prix unitaires.

La révision annuelle des prix renseignés à l'annexe 2 de l'acte d'engagement ne peut intervenir qu'à compter de la date anniversaire du marché. Aucune révision des prix ne pourra intervenir avant. La révision peut intervenir à la hausse comme à la baisse, par application des formules et des indices suivant.

## 4.2 Forme et variation des prix

La révision annuelle des prix renseignés à l'annexe 2 de l'acte d'engagement ne peut intervenir qu'à compter de la date anniversaire du marché. Aucune révision des prix ne pourra intervenir avant le **03/11/2026**.

Pour tous les lots, sauf les lots 6 et 12, la révision peut intervenir à la hausse comme à la baisse, par application des formules et des indices suivants:

$$P = P0 [0,125 + 0,775 (ICHTRev-TS/ICHTRev-TS 0) + 0,10 (FSD2/FSD2 0)]$$

- **P** = prix révisé
- **P 0** = prix d'origine
- **ICHTRev-TS** = Salaires, revenus et charges sociales, coût du travail – Industries mécaniques et électriques - (identifiant INSEE 001565196), base 100, applicable à la date de révision.
- **ICHTRev-TS 0** = Salaires, revenus et charges sociales, coût du travail – Industries mécaniques et électriques – (identifiant INSEE 001565196) du mois M0 puis indice utilisé lors de la précédente révision.
- **FSD2** = Indice des frais et services divers - Modèle de référence 2 publié par Le Moniteur, applicable à la date de révision.
- **FSD2 0** = Indice des frais et services divers – Modèle de référence 2 publié par Le Moniteur, du mois M0, puis indice utilisé lors de la précédente révision.

Pour les lots 6 et 12, les prix initiaux du marché sont révisés suivant la formule paramétrique ci-après :

$$P = P0 [0,125 + 0,775 (BT48 Ascenseurs / BT48 Ascenseurs 0) + 0,10 (FSD2/FSD2 0)]$$

Pour la mise en œuvre de ces formules, l'ensemble des calculs sera effectué en arrondissant au millième supérieur pour les divisions et les multiplications et au cent d'euro supérieur pour le prix.

S'il souhaite proposer une révision des prix, le titulaire doit adresser les nouveaux prix et valeurs des indices par lettre recommandée avec accusé de réception à l'organisme, au moins 1 mois avant la date prévue pour l'application de la révision. A défaut, les prix en vigueur continuent de s'appliquer pour la nouvelle année d'exécution du marché.

L'organisme peut également décider de la révision des prix du marché, à partir de la date de révision, sans préavis, dans les conditions énoncées ci-dessus. Le titulaire ne peut s'opposer à cette décision de révision des prix.

Pour la mise en œuvre de la clause de révision de prix, la valeur finale de l'index de référence est appréciée au plus tard à la date anniversaire de l'accord-cadre.

Si l'index cité ci-dessus est supprimé en cours d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve le droit d'appliquer un nouvel indice équivalent.

### Clause de sauvegarde

Avant révision, et suite à la demande de révision adressée par le titulaire, en cas de hausse constatée des prix du marché supérieure à 4% par rapport aux prix précédents, l'organisme pourra rejeter ces nouveaux prix.

A compter de la date de notification de cette décision de rejet, le titulaire dispose d'un délai de 10 jours ouvrés afin de proposer une révision des prix dont le pourcentage est inférieur ou égal au pourcentage susmentionné. En cas de refus de celui-ci ou après expiration de ce délai sans réponse de sa part, l'organisme se réserve la possibilité de résilier le marché conformément aux dispositions de l'article 11 du présent document.

### 4.3 Demandes de paiement et facturation

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation.

Pour être valable, la facture dématérialisée doit comporter toutes les mentions requises sur la facture au format papier. De même, doivent figurer sur la facture dématérialisée :

- L'identifiant de l'émetteur et du destinataire sur Chorus Pro (SIRET ou numéro de TVA intracommunautaire) ;
- Le « code service » permettant d'identifier le service exécutant, chargé du traitement de la facture, au sein de l'entité publique destinataire, lorsque celle-ci a décidé de créer des codes services afin de faciliter l'acheminement de ses factures reçues (non obligatoire) ;
- Le « numéro d'engagement » qui correspond à la référence à l'engagement juridique (numéro du marché, du lot et numéro du site (Nice = 06, Avignon=84))

### 4.4 Avances

Aucune avance ne sera accordée.

### 4.5 Réfaction de prix – Paiement au prorata temporis

L'organisme pourra faire application des dispositions de l'article 30.3 du CCAG-FCS en cas de prestations admises en l'état sans être entièrement conformes aux stipulations du marché.

Sans préjudice de l'application éventuelle de pénalités :

- en cas de non-respect des quantités de prestations prévues au contrat ;
- en cas de défaut affectant la qualité des prestations, l'organisme pourra procéder de lui-même au paiement de celles-ci au prorata des quantités réellement exécutées ou de la qualité réelle des prestations ;
- en cas de prix public pour composant hors forfait non justifié par le titulaire, l'organisme pourra procéder au paiement sur la base de tout prix public non remisé pour un composant équivalent en termes de fonction et de qualité.

La preuve des quantités ou du défaut de qualité est apportée par l'organisme, par tous moyens.

S'il y a lieu, l'application de pénalités s'effectuera sur la base du montant recalculé au prorata des imperfections constatées par l'organisme. Dès lors, ce montant servira de base au pourcentage maximal des pénalités applicables.

### 4.6 Intérêts moratoires

Le taux des intérêts moratoires mentionné à l'article L2192-13 du code de la commande publique est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### 4.7 Cession et nantissement de créances

Le nantissement ou la cession de créances s'effectuera conformément aux articles L2191-8 et R2191-45 du code de la commande publique. La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés aux articles R2191-60 et R2191-61 du code de la commande publique est celle désignée à l'article 1 de l'acte d'engagement.

## ARTICLE 5 – EXECUTION DU MARCHÉ

### 5.1 – Organisation des interventions

Le titulaire est engagé quant à la bonne exécution de toutes les prestations décrites dans le marché. Il s'agit d'un marché à obligation de résultat. Le non-respect des clauses ci-dessous peut entraîner l'application de pénalités, ainsi que la résiliation du marché pour faute du titulaire (cf. article 7 du présent document).

Le registre de l'organisme devra être visé par le personnel du titulaire à chaque visite. Un bon d'intervention, indiquant l'objet et la date de la visite, contresigné par les deux parties, sera émis. Le personnel du titulaire s'engage à respecter le règlement intérieur de l'organisme. L'exécution des prestations s'effectuant en milieu de travail occupé, il veillera à ne pas perturber l'activité de l'organisme pendant les visites.

Les interventions réalisées et non prévues au marché ou par la réglementation ou en l'absence de notification d'une date de report par l'organisme ne pourront faire l'objet d'un règlement.

#### Visites de maintenance préventive

##### Fréquences

Les dates de visites sont précisées dans les annexes pour chaque site, sous réserve du respect des jours et heures ouvrables de l'organisme.

##### Planification et report d'une date de visite

L'organisme dispose cependant de toute latitude pour planifier ou reporter une date de visite (même déjà notifiée au titulaire), dans le respect de la réglementation et des fréquences et dès lors que ce dernier en a été avisé par tout moyen au moins 3 jours calendaires à l'avance. Ce dernier ne pourra refuser la planification ou la notification du report de date et ne saurait justifier de supplément de prix à cet effet.

##### Suivi des visites par installation

Le présent marché met à charge du titulaire une obligation de suivi de ces visites. En cas de défaillance de suivi par le titulaire, ou en cas de visite contractuellement planifiée et non réalisée pour l'année en cours, les pénalités prévues à l'article 7 du présent document pourront être appliquées.

#### Visites de maintenance corrective

Ces visites interviennent à compter de l'appel d'un organisme. Le titulaire est tenu de dépêcher un technicien sur site à compter de la réception de l'appel dans les conditions prévues par le marché, les consignes de sécurités remises par l'organisme et par la réglementation, le cas échéant.

### 5.2 – Obligation de travail en milieu occupé

Le personnel du titulaire doit faire preuve d'un comportement permettant la bonne exécution des prestations en milieu de travail occupé, en conformité avec le règlement intérieur de l'organisme et insusceptible de porter préjudice à l'activité de celui-ci, de ses salariés ou de ses usagers (désordres, nuisances, etc.). Le titulaire est tenu responsable de dommages causés à l'organisme ou ses salariés en cas de non-respect de la présente clause.

### 5.3 – Communication avec l'organisme



Le titulaire doit informer immédiatement l'organisme, par tous moyens, de l'évolution du traitement des pannes et éventuellement de la nécessité de remplacer un matériel ou composant définitivement inutilisable dans un délai compatible avec la sécurité des biens et des personnes ainsi qu'avec le délai maximum d'indisponibilité de l'installation (avec commande de pièces).

La mise à disposition d'un site Internet de suivi des prestations n'exempt pas le titulaire de son obligation immédiate d'information de l'organisme.

### **Interlocuteur unique marché**

En cas de désignation d'un interlocuteur unique par le titulaire, celui-ci est chargé du suivi d'exécution du marché. Les coordonnées de cet interlocuteur sont renseignées à l'annexe 1 de l'acte d'engagement. Il doit disposer d'un pouvoir de décision suffisant pour engager la responsabilité du titulaire.

Il est chargé des missions suivantes (liste non exhaustive): suivi global d'exécution des prestations, participation aux réunions de suivi du marché, information de l'organisme dans tous les domaines techniques et réglementaires afférant aux prestations, établissement de plans d'actions correctives, information de l'organisme sur l'activité des personnels dévolus pour chaque site, suivi de la facturation, établissement des devis gratuits dans le cadre de l'article 5.7 du présent document, résolution amiable des différends et litiges en correspondance avec l'organisme, suivi commercial.

### **Tracabilité des documents**

Le titulaire devra permettre à l'organisme d'avoir une visibilité totale sur les activités qu'il doit gérer dans le cadre de l'exécution du marché. Il devra être capable d'apporter les preuves de l'exécution des prestations en tenant notamment à jour tous documents relatifs aux :

- maintenances correctives, mises en conformités et rapports de mise en service/hors service des installations ;
- rapports d'interventions sur sites ;
- réunions de suivi ;
- constats de non-conformité, de remise en état ;
- personnels exécutant les prestations.

### **Réunions de suivi des prestations**

Des réunions de suivi pourront être mises en place à la demande de l'organisme. Elles ont notamment pour objet :

- d'établir un bilan ponctuel au vu des résultats obtenus et de l'exécution des prestations ;
- de rechercher des solutions d'améliorations de l'organisation du travail et de la qualité des prestations ;
- de mettre à jour les modalités d'exécution des prestations.

Ces réunions mettent en présence l'organisme ainsi qu'un représentant du titulaire. A la demande de l'organisme, le responsable de site et certains techniciens pourront également y participer.

## **5.4 – Indisponibilité/Incidents – Service minimal**

A défaut de respect des dispositions énoncées ci-après, le titulaire est réputé défaillant au regard de ses obligations contractuelles.

### **Indisponibilité du titulaire**

En cas d'indisponibilité, le titulaire est tenu d'avertir l'organisme concerné au moins 2 jours ouvrés à l'avance, ou, en cas d'impossibilité liée à la survenance d'un événement imprévu, dans les plus brefs délais. La présente disposition ne s'applique pas pour les visites ou réunions convenues et notifiées moins de 2 jours ouvrés avant leur exécution par l'organisme.

### **Incidents affectant l'exécution des prestations**

Tout arrêt ou incident temporaire affectant la qualité ou les délais d'exécution des prestations, toute imprévision, sujétion technique, élément présentant les caractères de la force majeure, arrêt permanent ou

incident grave affectant la qualité ou les délais d'exécution des prestations fera l'objet d'un compte-rendu dans un délai d'un jour calendaire, adressé au Directeur de l'organisme.

### **Service minimal en cas d'arrêt de travail**

En cas d'arrêt de travail de son personnel, le titulaire sera tenu d'assurer les prestations définies par l'organisme comme indispensables au maintien des installations dans un bon état de fonctionnement et dans le respect des conditions de sécurité prévues par la réglementation. Le cas échéant, ces consignes seront notifiées par l'organisme au titulaire à compter de la notification du marché ; cependant, le service minimal comprend toujours les tâches suivantes :

- la continuité de service des installations ;
- le respect de leurs conditions de fonctionnement en accord avec les spécifications techniques des constructeurs ;
- la fiabilité des installations ;
- les prestations de maintenance corrective ;
- la livraison et l'installation des composants de remplacement en parfait état de fonctionnement.

## **5.5 – Bons de commandes – Devis - Ordres de service**

### **Etablissement du prix des devis**

Le titulaire établit un devis gratuit pour chaque demande de prestations complémentaires au marché initial.

Ce devis indique expressément tous les prix unitaires et/ou forfaitaires rendus nécessaires par la bonne exécution des prestations, en indiquant les détails des coûts.

Les montants présentés dans les devis engagent le titulaire sur le prix à régler pour exécuter les prestations complémentaires, quel que soit le temps passé pour réaliser la prestation.

En aucun cas le titulaire ne pourra se prévaloir d'un quelconque prix supplémentaire dans l'hypothèse où l'exécution des prestations demanderait davantage de temps de réalisation tel qu'indiqué dans le devis notifié.

### **Non-respect du délai de production des devis – Refus de production d'un devis par le titulaire**

Le retard dans la production de devis, après écoulement d'un délai de 10 jours ouvrés, ou le refus de production d'un devis par le titulaire peut entraîner l'application des pénalités définies à l'article 7 du présent document.

De plus, si le titulaire se retrouve placé dans une situation d'impossibilité d'exécuter une commande, soit par dépassement du délai susmentionné, soit par refus express, le contrat ouvre la possibilité pour l'organisme de solliciter un devis auprès d'une entreprise tierce, sans possibilité pour le titulaire du contrat de bénéficier d'une quelconque indemnisation. Le titulaire défaillant ne peut dans ce cas aucunement contester la mise en jeu de cette faculté par l'organisme.

### **Clause pour les Devis à « prix manifestement excessif »**

Un devis peut être qualifié par l'organisme de devis à « prix manifestement excessif » dans les cas suivants :

- Les prix indiqués pour une ou plusieurs pièces présentent un caractère particulièrement onéreux, notamment eu-égard aux prix publics constructeurs ou aux prix pratiqués par d'autres professionnels du secteur. L'organisme établit par tous moyens la preuve du caractère onéreux susmentionné.
- Le devis présenté par le titulaire contient un nombre anormalement élevé d'unités de temps de main d'œuvre par rapport au temps raisonnable nécessaire pour réaliser la prestation. L'organisme établit par tous moyens la preuve du temps raisonnable nécessaire estimé afin de réaliser la prestation.

Lorsqu'un devis à prix manifestement excessif est présenté à l'organisme, le contrat ouvre la possibilité pour ce dernier de solliciter un devis auprès d'une entreprise tierce à titre de comparaison avec le devis initial du titulaire. L'organisme peut dans ce cas passer commande sur la base du devis de l'entreprise tierce.

Le titulaire ne peut aucunement contester la mise en jeu de cette faculté par l'organisme.

### **Bons de commande**

Les bons de commande concernent les interventions supplémentaires ainsi que les interventions de maintenance corrective. Ils pourront être notifiés à compter de la date de prise d'effet du marché pour l'organisme. Aucune prestation hors forfait ne pourra être réglée sans notification préalable d'un bon de commande sous la forme d'un devis validé ; toute commande prendra effet à compter de la date de notification du bon de commande.

Mentions minimales des devis :

- numéro du devis ;
- référence du marché ;
- types et quantités de prestations / fournitures commandées ;
- date/délai d'exécution (ce délai ou cette date lie titulaire) ;
- prix en € HT et TTC, applicables par référence aux prix du marché et taux de TVA applicable.

En cas de résiliation du marché, il ne peut plus être notifié de devis au titulaire. Cependant, celui-ci sera tenu à la bonne exécution des prestations commandées antérieurement à la date de résiliation du marché, sous réserve de l'application des pénalités définies à l'article 7 du présent document. La durée d'exécution des devis ne peut, en tout état de cause, excéder de trois mois la fin de la durée de validité du présent marché.

### **Annulation d'un bon de commande pour exécution tardive**

Le titulaire doit respecter le délai maximal de remise en service des installations (pour la maintenance corrective) ou tout délai maximal d'exécution qui serait renseigné dans un bon de commande (autres prestations).

Nonobstant l'application possible de pénalités de retard telles que prévues à l'article 7 du présent document, l'organisme peut annuler tout bon de commande dont l'exécution ne serait pas réalisée dans un délai de 20 jours ouvrés à compter de sa date de notification. Dans cette hypothèse, l'organisme pourra passer la commande auprès d'une entreprise tierce dans les conditions fixées pour la procédure de « Non- respect du délai de production de devis – refus de production de devis par le titulaire » telle que décrite ci- dessus.

### **Ordres de service**

Les ordres de service sont respectivement définis et régis par les articles 2 et 3.8 du CCAG-FCS. Ils peuvent être notifiés au titulaire par tous moyens permettant d'en attester la date de réception par le titulaire ou par courriel.

## **5.6 – Remise en état des lieux**

Pendant l'intervention : le titulaire doit laisser l'installation propre et libre de tous déchets et les matériels utilisés ne doivent pas entraver l'accès aux locaux et circulations de l'organisme.

A la fin de l'intervention : le titulaire doit procéder au dégagement et à la remise en état des emplacements qui auront été occupés par l'intervention, à ses frais et sous sa responsabilité. Il prend à sa charge l'évacuation de ses propres déblais et matériels. Il est formellement interdit de brûler les déchets sur le chantier. Les déchets et composants électriques et électroniques sont gérés selon les modalités propres à la réglementation applicable aux DEEE. L'organisme contrôle la bonne exécution du repliement et de la remise en état des lieux et peut prescrire toute mesure utile en ce sens, aux frais du titulaire.

## **5.7 – Interventions supplémentaires**

L'organisme pourra solliciter des interventions supplémentaires pour des prestations non comprises dans le marché.

Pour ces prestations, l'organisme pourra solliciter des devis gratuits auprès du titulaire, dans les conditions de la maintenance corrective (application de la matrice forfait pièces/main d'œuvre/déplacement), telle que décrite à l'article 2.2 du CCTP.

Ces devis sont présentés par le titulaire à la demande de l'organisme et doivent être acceptés et validés par celui-ci avant toute commande.

### **Non exclusivité des interventions supplémentaires**

Le fait de s'être vu notifier le présent marché ne donne aucun droit au titulaire à se voir attribuer des interventions supplémentaires. A ce titre, il ne saurait prétendre à l'exclusivité de la réalisation de prestations ou travaux supplémentaires et il lui est interdit de démarcher l'organisme en ce sens.

Le titulaire ne saurait utilement arguer de l'intervention d'une autre entreprise sur une installation dans le cadre d'une intervention hors marché afin de se soustraire à ses obligations contractuelles.

### **Modification du marché public et prestations complémentaires**

Des prestations complémentaires de services, qui ne figurent pas initialement au présent contrat, pourront être conclues avec le titulaire dans les conditions et limites fixées par le code de la commande publique.

## **5.8 – Garanties des prestations**

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an à compter de la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG FCS.

La garantie applicable aux prestations, matériels et composants fournis par le titulaire dans le cadre des prestations est telle qu'indiquée à l'annexe 1 de l'acte d'engagement. Elle ne saurait être inférieure à la durée renseignée à l'article 33 du CCAG-FCS (soit 12 mois). La portée de cette garantie est décrite à cet article.

## **ARTICLE 6 – VERIFICATIONS – DECISIONS APRES VERIFICATIONS**

Les opérations de vérification sont définies aux articles 27 à 29 du CCAG-FCS. Les décisions après vérifications sont telles que définies à l'article 30 du CCAG-FCS. En cas de décision d'ajournement ou de rejet, les délais d'exécution du marché ne sont pas interrompus ou suspendus.

### **Carnet d'entretien**

A l'issue de chaque intervention, le titulaire consigne avec précision, sur le carnet d'entretien de l'installation, tous les faits importants relatifs au fonctionnement de l'appareil, en particulier : date, durée et nature des interventions, remplacement de pièces, modifications, réglages et essais de toute nature, incidents et consistance des réparations effectuées au titre du dépannage, noms et signatures des techniciens intervenants avec heure d'arrivée et de sortie de l'organisme.

Lors d'un appel pour dépannage de tout type, un numéro d'ordre ou d'enregistrement est donné au responsable d'exploitation et consigné sur le carnet d'entretien. Le carnet d'entretien sert de document opposable au titulaire pour vérifier l'exécution de la prestation et il est consultable à n'importe quel moment par l'organisme.

Ce carnet est fourni par le titulaire pour chaque installation (en l'absence de document sur le site). Il est fourni à minima au format papier ; le titulaire peut le compléter par une version électronique dématérialisée.

Le défaut de tenue à jour du carnet d'entretien d'une installation présume de la non-réalisation des prestations et peut entraîner l'application des pénalités prévues à l'article 7 ci-après.

## ARTICLE 7 - PENALITES

Aucune pénalité ne sera appliquée en cas de retard imputable du seul fait de l'organisme ou de la force majeure (cf. article 8.3 du présent document). L'organisme, par dérogation aux articles 14 et suivants du CCAG-FCS, peut appliquer les pénalités suivantes, sans mise en demeure préalable :

<b>Absence de port des équipements de protection individuelle (EPI)</b>	Pendant l'intervention du personnel, constat par l'organisme de l'absence des équipements de protection individuelle lorsque ceux-ci s'avèrent obligatoires.
Montant des pénalités et application	Pénalité forfaitaire de 50 €
Point de départ des pénalités	Par équipement manquant.

<b>Non respect d'une date de visite de maintenance préventive ou d'assistance aux visites périodiques réglementaires OU</b>  <b>Défaut de tenue à jour du carnet d'entretien OU</b>  <b>Défaut d'exécution ou inexécution d'une prestation prévue au marché</b>	Lors d'un constat fait par l'organisme, au moins une de ces obligations n'a pas été exécutée par le titulaire.
Montant des pénalités et application	Pénalité forfaitaire de 50 € pour chaque obligation non exécutée, sans préjudice de l'application du paiement au prorata temporis visé à l'article 4.5 du présent document et de la refacturation des frais encourus par l'organisme du fait de l'absence du titulaire.
Point de départ des pénalités	Pénalité applicable pour chaque constat d'obligation non exécutée

<b>Défaut de mise à jour du carnet d'entretien</b>	Le titulaire ne met pas à jours le carnet d'entretien d'une installation après une de ses interventions
Montant des pénalités et application	Pénalité forfaitaire égale à 50 €
Point de départ des pénalités	Pénalité applicable à chaque constat de manquement au carnet d'entretien

<b>Défaut d'application d'une consigne ou d'un ordre de service</b>	Le titulaire n'a pas tenu compte ou a appliqué partiellement une consigne ou un ordre de service notifié par écrit par l'organisme (courrier simple, courriel ou télécopie).
Montant des pénalités et application	Pénalité forfaitaire de 50 € par jour ouvré pendant lequel la consigne ou l'ordre de service n'est pas respecté et jusqu'à exécution conforme.
Point de départ des pénalités	Pénalité applicable à compter : - du manquement constaté signalé au titulaire (pour la consigne) - de la date de notification (pour l'ordre de service)

<b>Dépassement d'un délai</b>	Le titulaire dépasse l'un des délais mentionné au marché dans un bon de commande ou ordre de service
-------------------------------	--

Montant des pénalités et application	Pénalité forfaitaire de 50 € par heure ou jour ouvré de retard (selon le type de délai)
Point de départ des pénalités	Pénalité applicable à compter de la première heure ou jour ouvré de retard (selon le type de délai)

Ces pénalités peuvent s'appliquer cumulativement, sans préjudice les unes des autres. Toutefois, le montant cumulé des pénalités ne pourra pas dépasser 50% du montant total HT (après application d'une éventuelle réfaction de prix) du forfait de prestations ou du coût unitaire des prestations de maintenance corrective, de mise en conformité ou d'appoint en fluides.

Les pénalités sont calculées nettes de taxes et notifiées par l'envoi au titulaire d'un certificat de pénalités par lettre recommandée avec accusé de réception. Après décompte, elles sont déduites de la prochaine demande de paiement présentée par le titulaire à l'organisme.

Si aucune autre demande de paiement supplémentaire n'est présentée par le titulaire, ce dernier se verra notifier un ordre de recouvrement au profit de l'organisme, valant injonction de payer.

## **ARTICLE 8 – RESPONSABILITE – ASSURANCE – FORCE MAJEURE**

### **8.1 – Responsabilité du titulaire**

Le titulaire est responsable des conséquences de l'exécution, mais aussi de l'inexécution et de l'exécution non conforme de ses obligations. Il est tenu responsable des dommages qui en découlent, dans les conditions indiquées à l'article 8 du CCAG-FCS et au présent document.

Il est également responsable des matériels, véhicules et équipements dont il a la jouissance et qu'il a déposés à l'intérieur ou à l'extérieur des locaux de l'organisme pendant l'exécution des prestations, ainsi que des faits de tout personnel placé sous son autorité, directement (salariés) ou indirectement (sous-traitants) agissant dans le cadre du marché.

L'organisme se réserve le droit d'exécuter lui-même ou de faire exécuter au débit du titulaire (après mise en demeure et présentation de la ou des factures afférentes) la réparation de ces dommages, sans préjudice des actions en responsabilités civiles et pénales pouvant être exercées à son encontre.

Les sommes notifiées au débit du titulaire ne sauraient faire l'objet d'une déduction des demandes de paiement afférentes au présent marché.

#### **Dégradations et vols au préjudice de l'organisme**

Le titulaire doit prendre toutes mesures pour que l'état des locaux, meubles, machines, matériels qui sont propriétés de l'organisme soient préservés et ne soient pas détériorés par les prestations.

En cas de dégradation de son fait, le titulaire devra alerter l'organisme dans les conditions de l'article 5.3 du présent document. Le titulaire est tenu responsable du montant des détériorations ou des vols dus à une malveillance de son personnel, soit directement, soit par l'intermédiaire de sa police d'assurance responsabilité professionnelle (cf. article 8.2 du présent document).

#### **Dégradations et vols au préjudice du titulaire**

Le titulaire doit prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter les dégradations et détournements de son propre matériel. L'organisme pourra exiger du titulaire, à tout moment de l'exécution du marché, le retraitement de ses matériels, à ses frais. L'ordre de service spécifiera le délai accordé au titulaire.

En cas de stockage des matériels du titulaire sur le site de l'organisme, les frais de réparation/remplacement des matériels détériorés ou détournés appartenant au titulaire pendant l'exécution des prestations ne pourront être imputés à l'organisme lorsqu'au moins une des conditions suivantes est remplie :

1. l'auteur des dégradations ou détournements ne peut être découvert ;
2. Les dégradations et détournements sont imputables aux agissements d'un préposé du titulaire ou d'une autre entreprise intervenante ;
3. la responsabilité de l'auteur insolvable n'est pas couverte par un tiers ;
4. l'organisme s'est acquitté de ses obligations en matière de sécurité de son patrimoine immobilier (preuve apportée par tous moyens).

Les dégradations et détournements de matériels ou de fournitures trouvant leur cause dans les agissements directs d'un ou plusieurs préposés de l'organisme sont pris en charge par cet organisme.

## 8.2 – Obligation d'assurance

Conformément aux dispositions de l'article 9.2 du CCAG FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier dans un délai de 15 jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et de la personne publique à la suite de tous les dommages corporels, matériels ou immatériels survenant pendant ou après l'exécution des prestations.

## 8.3 – Force majeure

Le titulaire ne sera pas responsable de l'incidence de la force majeure sur l'exécution de ses obligations contractuelles. La force majeure s'entend comme tout événement extérieur, imprévisible, irrésistible et hors contrôle des parties. L'organisme s'engage à déclarer par écrit au titulaire tout sinistre, au plus tard dans les 5 jours calendaires qui suivent sa survenance.

## ARTICLE 9 – CONFIDENTIALITE – SECURITE

Le non-respect de l'une ou l'autre de ces obligations peut entraîner la résiliation du marché pour faute du titulaire (cf. article 11.2 du présent document).

### 9.1 – Obligation de confidentialité

Les informations et renseignements fournis par l'organisme, sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du Code Pénal) et sont soumis à la loi n°78-17 du 06/01/1978 modifiée par la loi n°2004-801 du 06/08/2004, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En conséquence, le titulaire s'engage à respecter de façon absolue cette obligation et à la faire respecter par son personnel et ses sous-traitants éventuels. L'obligation de confidentialité s'impose au titulaire et s'étend à tous les renseignements de quelle que nature que ce soit, à l'exclusion des informations, documents ou éléments déjà accessibles au public au moment où ils ont été portés à la connaissance du titulaire. Le titulaire s'engage notamment à :

- ne conserver aucune copie des documents et des fichiers informatiques remis par l'organisme, à l'issue du marché ;
- ne pas utiliser les informations, documents et fichiers informatiques transmis par l'organisme à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du présent marché ;
- ne pas communiquer les livrables réalisés, documents, informations et fichiers transmis par l'organisme à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celles qui ont qualité pour en connaître et qui auront été désignées par l'organisme au titulaire ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques qui seraient utilisés dans le cadre du marché.

L'organisme se réserve le droit, dans le cadre de l'exécution du marché, de procéder, à ses frais et risques, à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour s'assurer du respect de ces obligations, tant par le titulaire que par ses sous-traitants éventuels.

En cas de non-respect par le titulaire de cette obligation, et indépendamment des sanctions encourues, l'organisme pourra décider de résilier le marché.

### 9.2 – Obligation de sécurité

#### **Dispositions préalables aux interventions**

Conformément aux règles de sécurité en vigueur dans l'organisme, avant toute intervention, le personnel intervenant prendra contact avec le référent désigné par celui-ci, en vue de se conformer aux dispositions du règlement intérieur de l'organisme. Ce personnel pourra, à la demande l'organisme, être accompagné par un agent de ce dernier pendant ses interventions.



Le titulaire prendra toute mesure de sécurité rendue particulièrement nécessaire par la nature des locaux ou des prestations à effectuer et devra en informer par tout moyen l'organisme.

### **Interventions non déclarées**

Aucune intervention du titulaire ne pourra être effectuée ou donner droit à règlement sans prise de contact avec le référent de l'organisme. En cas d'intervention non déclarée, le titulaire reste seul responsable de tout préjudice causé à l'organisme, ses salariés ou ses usagers, de quelque nature que ce soit (cf. article 8.1 du présent document).

Par ailleurs, le titulaire supporte seul les risques et conséquences susceptibles d'impacter son propre personnel.

### **Sécurité des personnes**

Le titulaire veille à l'application de toutes dispositions légales et réglementaires relatives à l'hygiène, la sécurité et la protection de la santé des travailleurs pendant l'exécution des prestations (port des équipements de protection individuels, etc.). Elle s'étend également aux sous-traitants déclarés du titulaire, dont ce dernier est responsable.

Le titulaire ne pourra se prévaloir de son ignorance des règles sociales, sanitaires et de sécurité, notamment celles découlant du code du travail et du code de la santé publique, ainsi que toute règle relative à l'encadrement des prestations. En tout état de cause, le titulaire reste responsable des violations et infractions commises dans le cadre de l'exécution des prestations. Il informe ses sous-traitants desdites règles, et reste responsable du respect de celles-ci.

Les prescriptions de l'organisme et de l'inspection du travail en la matière s'imposent à lui.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune prolongation de délai d'exécution, indemnité, supplément de prix en arguant de la méconnaissance des règles précitées.

### **Sécurité des matériels et des locaux**

Les matériels utilisés par le titulaire ou mis à disposition par l'organisme doivent être maintenus en bon état de marche, utilisés conformément aux règles de sécurité en vigueur et satisfaire aux obligations de contrôle et vérifications imposés par la réglementation. L'organisme pourra exiger du titulaire, avant l'exécution des prestations, la présentation de tout document attestant de l'accomplissement de ces formalités.

### **Signalisation**

A la demande l'organisme ou à chaque fois que cela s'avère nécessaire et après autorisation de l'organisme, le titulaire prévoit le signalement de ses interventions. Il place à ses frais les barrages et les écriteaux nécessaires et prend toutes mesures pour assurer la signalisation et prévenir les divers usagers de la présence de zones interdites ou dangereuses.

### **Plan de prévention**

Les dispositions prévues par le décret n°2008-244 du 07/03/2008, incluses au code du travail, seront appliquées dans le cadre du présent marché.

Conformément à ces dispositions, il est procédé, avant toute exécution du marché, à une inspection commune des lieux de travail, des installations qui s'y trouvent et des matériels éventuellement mis à disposition du titulaire et le cas échéant, de ses sous traitants.

Cette inspection a pour objet l'analyse en commun des risques pouvant résulter de l'interférence entre les activités, les installations et matériels de l'organisme, du titulaire et de ses éventuels sous traitants. A l'issue de cette inspection, lorsque les risques existent, un plan de prévention définissant les mesures devant être prises en vue de les prévenir est arrêté en commun et visé par l'organisme, le titulaire et ses éventuels sous traitants.

Des inspections communes supplémentaires pourront avoir lieu chaque année pour assurer la coordination des mesures de prévention, entraînant si nécessaire une mise à jour du plan de prévention.

L'organisme peut désigner, auprès de l'intervenant du titulaire, un agent qualifié chargé de transmettre toutes les informations et directives concernant les prescriptions d'hygiène, de sécurité et de premier secours, afin de permettre la réalisation et la mise à jour du plan de prévention, ainsi qu'un agent chargé de veiller au respect dudit plan au cours des interventions des personnels extérieurs.

## **ARTICLE 10 – SOUS-TRAITANCE**

La sous-traitance des prestations objets du présent contrat est possible dans les conditions prévues par la loi n°75-1334 du 31/12/1975 relative à la sous-traitance et aux articles L2193-1 à L2193-7 et R2193-1 à R2193-8 du code de la commande publique.



Toute sous-traitance interdite ou occulte pourra entraîner la résiliation du marché pour faute du titulaire, conformément à l'article 11.2 du présent document.

## ARTICLE 11 - RESILIATION

Les principes généraux de la résiliation sont décrits à l'article 38 du CCAG-FCS. En tout état de cause, le titulaire ne peut procéder de lui-même et à son initiative à la résiliation du marché. Celle-ci prend effet à la date fixée dans la décision notifiée au titulaire.

### 11.1 – Résiliation de plein droit

Lorsque le titulaire est placé, du fait de la force majeure, dans une situation d'impossibilité absolue de poursuivre l'exécution du marché, ce dernier peut être résilié de plein droit, unilatéralement et sans préavis par le pouvoir adjudicateur. L'indemnité de résiliation au bénéfice du titulaire est cependant due et telle que prévue par l'article 42 du CCAG-FCS ; sans préjudice des dispositions de cet article, elle ne comprend pas l'indemnisation du manque à gagner du titulaire.

### 11.2 – Résiliation pour faute du titulaire

La résiliation pour faute du titulaire obéit aux dispositions de l'article 41 du CCAG-FCS, avec possibilité d'exécution à ses frais et risques, conformément à l'article 48.4 de ce même document. Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité dans le cadre de la résiliation pour faute. Sans préjudice de l'article susvisé, cette résiliation pourra s'appliquer également :

- dans les cas prévus par la réglementation applicable à la commande publique;
- en cas de manquement d'une ou plusieurs des obligations prévues au présent marché et après mise en demeure du titulaire par l'organisme.

Cette résiliation ne s'accompagne d'aucun préavis au bénéfice du titulaire.

### 11.3 – Résiliation pour motif d'intérêt général

Elle obéit aux dispositions de l'article 42 du CCAG-FCS.

### 11.4 – Résiliation pour dépassement de la clause de sauvegarde

En cas de non-respect de la clause de sauvegarde prévue à l'article 4.1 du présent document, le marché pourra être résilié de plein droit et unilatéralement par l'organisme, dans les conditions du marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

### 11.5 – Résiliation à la demande du titulaire

Sans préjudice des dispositions de l'article 40.1 du CCAG-FCS, le marché ouvre la faculté, pour le pouvoir adjudicateur, de prononcer une décision de résiliation à la demande du titulaire, si les motifs de la demande ne lui apparaissent pas incompatibles avec la satisfaction de ses besoins. En tout état de cause, l'acceptation du pouvoir adjudicateur est nécessaire pour prononcer la résiliation du marché.

Celle-ci peut s'accompagner d'un préavis librement négocié entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire, sans que ce dernier puisse pour autant prétendre à une quelconque indemnité.

### 11.6 – Autres cas de résiliation

Les autres cas de résiliation du marché sont prévus par les articles 39.1, 39.2, 39.3 et 40.2 du CCAG-FCS. Toute résiliation prononcée sur le fondement de ces deux derniers articles n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **ARTICLE 12 – LITIGES – DROIT APPLICABLE**

Les prescriptions des articles 46 et suivants du CCAG-FCS s'appliquent en matière de différends.

Le présent marché est soumis, pour tout litige relatif à la passation de sa procédure ou à son exécution, au droit français et à la juridiction territorialement compétente pour connaître des litiges relatifs aux marchés de l'URSSAF PACA, dans les conditions définies par le décret n°2009-1455 du 27/11/2009, relatif à la spécialisation des juridictions en matière de contestations concernant les obligations de publicité et de mise en concurrence des contrats de droit privé relevant de la commande publique.

## **ARTICLE 13 - DEROGATION AU CCAG APPLICABLE**

Le présent marché déroge aux articles suivants du CCAG-FCS : 4.1, 14 et suivants.

# Annexe 1 – Clause relative à la protection des données personnelles

**L'Urssaf PACA** située à Marseille et représentée par son Directeur, (ci-après, « **le responsable de traitement** ») d'une part,

ET

Le titulaire du présent contrat,  
(ci-après « **le Titulaire** »), d'autre part,

Les clauses de la présente annexe ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Titulaire s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

La présente annexe constitue l'acte juridique exigé par l'article 28 du règlement (UE) n°2016/679 du 27 avril 2016, ci-après dénommé « le règlement général sur la protection des données » ou « RGPD », régissant le traitement de données personnelles entre le responsable de traitement et le sous-traitant tels que définis respectivement aux article 4-7° et 4-8° du RGPD.

Le responsable du traitement et le sous-traitant s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le RGPD et la loi Informatique et Libertés n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée.

## 1. Objet

Le présent document a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel réalisées dans le cadre du marché relatif à la maintenance des installations sur les sites de Nice et d'Avignon de l'URSSAF PACA

## 2. Description des traitements effectués par le sous-traitant

Le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte du responsable du traitement, les données à caractère personnel nécessaires pour réaliser les prestations de maintenance des installations sur les sites de Nice et d'Avignon de l'URSSAF PACA.

Dans le cadre des prestations qui lui sont confiées, le sous-traitant peut être amené à traiter des données personnelles figurant au sein de traitements mis en œuvre par le responsable de traitement ou peut être amené à y accéder.

Pour l'exécution de sa mission, le responsable de traitement met à la disposition du sous-traitant les données à caractère personnel nécessaires pour l'exécution de ces prestations.

## 3. Obligations du responsable de traitement

Le responsable du traitement s'engage à :

- a) Respecter les obligations qui lui incombent en sa qualité de responsable de traitement, en vertu des dispositions du RGPD et de la loi Informatique et Libertés ;

- b) Fournir au sous-traitant la description du ou des prestations confiées dans le cadre de la présente prestation/marché et documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données ;
- c) Mettre à disposition du sous-traitant toutes les données nécessaires à l'exécution de sa mission ;
- d) Le cas échéant, effectuer une analyse d'impact relative à la protection des données avec le concours du sous-traitant ;
- e) Veiller, au préalable et pendant toute la durée de la prestation/marché, au respect des obligations prévues par le RGPD de la part du sous-traitant ;
- f) Superviser le traitement, y compris par la réalisation d'audits et d'inspections auprès du sous- traitant ;
- g) Notifier, le cas échéant, les violations de données à caractère personnel à la Commission nationale de l'informatique et des libertés et communiquer, si nécessaire, aux personnes concernées, avec l'assistance du sous-traitant, dans les conditions décrites à l'article 4.3 du présent document.

#### **4. Obligations du sous-traitant**

Le sous-traitant s'engage à :

- a) Respecter les obligations qui lui incombent en sa qualité de sous-traitant, en vertu des dispositions du RGPD et de la loi Informatique et Libertés, dont la tenue d'un registre sous- traitant au titre de l'article 30 du RGPD ;
- b) Traiter les données à caractère personnel uniquement pour la ou les seules finalités faisant l'objet de la sous-traitance et en aucun pour ses propres besoins ou pour les besoins d'un tiers ;
- c) Traiter les données à caractère personnel conformément aux instructions documentées du responsable du traitement. Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du RGPD, de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée ou de toute autre disposition du droit de l'Union européenne ou du droit des Etats membres relatives à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable du traitement ;
- d) Assurer la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre de la présente prestation/ du présent marché, dans les conditions décrites à l'article 5 du présent document ;
- e) Respecter son obligation de conseil et signaler au responsable de traitement les mesures de sécurité additionnelles qu'il conviendrait de prendre ;
- f) Ne pas chercher à lever le pseudonymat de données pseudonymes qui lui auraient été confiées par le responsable de traitement. Informer sans délai le responsable de traitement en cas de réidentification à partir de données insuffisamment anonymisées par le responsable de traitement ;
- g) Informer le responsable de traitement de toute réquisition ou demande de communication des données personnelles confiées, par un tiers autorisé, sauf si un texte légal l'interdit ;

- h) Mettre à la disposition du responsable du traitement toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues à l'article 28 du RGPD et dans la présente annexe ;
- i) Fournir au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données ou de toute autre personne faisant office de délégué à la protection des données pour son compte.

#### 4.1. Sous-traitants ultérieurs

Le sous-traitant peut faire appel à un autre sous-traitant, dénommé ci-après « sous-traitant ultérieur » (sous-traitant du sous-traitant), pour mener des activités de traitement spécifiques.

Tout nouveau sous-traitant ultérieur doit faire l'objet d'une autorisation écrite, spécifique et préalable du responsable de traitement. Dans ce cas, le sous-traitant informe par écrit le responsable de traitement sur les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance.

De manière générale, tout sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations de la présente annexe et notamment les instructions du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant de s'assurer que le sous-traitant ultérieur qu'il choisit présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD.

Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas les obligations en matière de protection des données, le sous-traitant demeure pleinement responsable de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

#### 4.2. Transfert de données personnelles vers des pays tiers

Sur demande expresse et spécifique du responsable de traitement, le sous-traitant s'engage à traiter les données exclusivement sur le territoire d'un État membre de l'Union européenne ou assurant un niveau de protection adéquat au titre de l'article 45 du RGPD.

Le sous-traitant fournira au responsable de traitement l'outil de transfert utilisé pour permettre le flux transfrontières (BCR approuvées, clauses contractuelles types, etc.).

#### 4.3. Droits des personnes concernées

Dans la mesure du possible, le sous-traitant aide le responsable de traitement, sans frais, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, à donner suite aux demandes des personnes concernées en vue d'exercer leurs droits prévus au chapitre III du RGPD. À ce titre, il répond dans les meilleurs délais à toute sollicitation du responsable de traitement.

##### 4.3.1. Information des personnes concernées

Le sous-traitant, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise, conformément au RGPD et notamment ses articles 13 et 14. La formulation, le format et les modalités de communication de l'information sont convenus avec le responsable de traitement avant la collecte des données.

##### 4.3.2. Exercice des droits des personnes

Lorsque les personnes concernées exercent à tort auprès du sous-traitant des demandes d'exercice de leurs droits, le sous-traitant doit immédiatement adresser au responsable de traitement et de façon sécurisée ces demandes dès réception, aux coordonnées indiquées par le responsable de traitement afin que ce dernier puisse traiter la demande dans les temps impartis.

#### 4.4. Assistance apportée au responsable de traitement

Le sous-traitant aide le responsable de traitement à démontrer que celui-ci respecte ses obligations légales et réglementaires relatives à la protection des données.

##### 4.4.1. Analyses d'impact relatives à la protection des données

Le sous-traitant assiste notamment le responsable de traitement pour la réalisation des analyses d'impact relatives à la protection des données prévues à l'article 35 du RGPD et, si besoin, de la consultation préalable de l'autorité de contrôle prévues à l'article 36 du RGPD.

##### 4.4.2. Traitement des incidents de sécurité

Le sous-traitant aide également le responsable du traitement à garantir le respect des obligations prévues aux articles 32 à 36 du RGPD.

À ce titre, il met en place, et il obtient de chacun de ses propres sous-traitants qu'ils mettent en place, pendant toute la durée du marché, un processus de gestion des incidents de sécurité.

Le sous-traitant notifie au responsable de traitement tout incident de sécurité impactant les données qu'il traite dans le cadre de la prestation qui lui a été confiée. Cette notification intervient dans les plus brefs délais et, en tout état de cause, dans un délai maximum de 48 heures ouvrables après en avoir eu connaissance, aux coordonnées indiquées par le responsable de traitement.

Cette notification est accompagnée de toute information utile pour permettre au responsable de traitement de qualifier l'incident de violation de données au sens de l'article 4.12 du RGPD et, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente au titre de l'article 33 du RGPD, voire de la communiquer aux personnes concernées au titre de l'article 34 du RGPD.

Cette notification contient au moins les informations suivantes :

- La description de l'incident de sécurité : nature, portée, catégories et nombre approximatif d'enregistrements de données personnelles concernées, catégories et nombre approximatif de personnes concernées, temporalité, conséquences ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel les informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- La description des mesures prises, engagées, envisagées ou proposées pour remédier à l'incident de sécurité, y compris, le cas échéant les mesures pour atténuer les éventuels effets négatifs pour les personnes concernées.

S'il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, le sous-traitant peut les communiquer de manière échelonnée, sans délai injustifié. Il en informe le responsable de traitement en lui indiquant des raisons pour lesquelles la totalité des informations ne peuvent être communiquées dans ce délai.

Le sous-traitant s'engage à coopérer pleinement, à ses frais, avec le responsable de traitement afin de l'aider dans la gestion de cette situation et notamment en :

- L'aidant à la conduite des investigations sur l'incident de sécurité ;

- Fournissant au responsable de traitement ou au tiers indépendant qu'il a désigné, un accès physique aux installations et opérations concernées ;
- Organisant des entretiens entre le personnel du responsable de traitement et son propre personnel ;
- Fournissant tous les registres, journaux, dossiers, communications de données et autres documents pertinents nécessaires pour se conformer à la réglementation en vigueur et, le cas échéant, aux codes de conduite auxquels il aurait adhéré.

Le sous-traitant s'engage à ne pas informer les tiers, y compris les personnes concernées mais à l'exception des autorités de contrôle, de tout incident de sécurité ou de toute violation de données traitées dans le cadre de la présente prestation/présent marché, sans avoir obtenu le consentement préalable et écrit du responsable de traitement.

Le sous-traitant reconnaît que le responsable de traitement est seul habilité :

- à déterminer si l'incident de sécurité constitue ou non une violation de données à caractère personnel ;
- à décider cette violation doit ou non être notifiée à l'autorité de contrôle, voire communiquée aux personnes concernées ;
- à formaliser le contenu de ladite notification ;
- à réaliser la notification proprement dite à la CNIL.

Lorsque le responsable de traitement est dans l'obligation de communiquer la violation de données à caractère personnel aux personnes concernées, le sous-traitant prend en charge les frais liés à cette communication si la violation est survenue à cause d'un manquement du sous-traitant aux obligations prévues par la présente et au RGPD.

A la suite à une éventuelle violation de données, le sous-traitant assiste le responsable de traitement pour répondre à toute enquête ou demande émanant d'une autorité de contrôle, voire à toute plainte formulée par une personne concernée ou par un regroupement de celles-ci.

En cas de manquement du sous-traitant au titre de ses obligations décrites dans la présente annexe, celui-ci restaure, à ses frais, les données traitées dans le cadre du présent marché en cas de perte de données.

Le sous-traitant tient et met à disposition du responsable de traitement un registre des incidents de sécurité qui ont impacté les données confiées et y documente, au minimum, toute information pertinente concernant les circonstances de ces incidents de sécurité, ses effets et les mesures prises à ses frais pour y remédier et éviter qu'ils ne se reproduisent.

## **5. Sécurité des données**

Le sous-traitant reconnaît que la sécurité est un critère fondamental pour la protection des données à caractère personnel et s'engage à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au niveau de risque déterminé par le responsable de traitement.

Celles-ci tiennent compte de l'état de l'art, de la doctrine de la CNIL et de l'Anssi et sont conformes aux standards de sécurité en vigueur. Elles ne doivent en aucun cas être moins rigoureuses que celles mises en place par le sous-traitant pour le traitement de ses propres données.

Le sous-traitant s'engage à communiquer au responsable de traitement, sur simple demande, tout document décrivant sa politique de sécurité des informations, les mesures de sécurité mises en œuvre, les certifications obtenues et les résultats synthétiques des audits de sécurité qu'il fait réaliser. Ces documents sont considérés comme confidentiels.

## 5.1. Engagements de sécurité

Le sous-traitant s'engage expressément à :

- a) Prendre en compte les principes de protection des données par défaut et dès la conception de ses outils, produits, applications ou services (*Security by Default & by Design*) ;
- b) Assurer la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la traçabilité d'accès et d'usage des données qu'il traite pour le compte du responsable de traitement ;
- c) Tenir à jour une documentation écrite décrivant les mesures de sécurité techniques et organisationnelles mises en œuvre à cet effet ;
- d) Traiter avec diligence toute demande du responsable de traitement relative à la sécurité des données traitées dans le cadre de la prestation/du marché ;
- e) Rétablir dans les meilleurs délais la disponibilité et l'accessibilité des données du responsable de traitement en cas d'incident de sécurité ;
- f) Assurer le stockage des données du responsable de traitement séparément de ses propres données ou des données d'autres clients ;
- g) Restreindre l'accès aux données faisant l'objet du traitement au seul personnel habilité et autorisé à cet effet, du fait de son travail et de ses fonctions, en limitant l'accès aux données strictement nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches ;
- h) Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel :
  - s'engagent à respecter la confidentialité et soient soumises aux dispositions du cahier des clauses administratives concernant la confidentialité et le secret professionnel ;
  - reçoivent une formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
- i) Ne prendre aucune copie des documents et supports d'information confiés par le responsable de traitement, sauf si ladite copie est indispensable à la réalisation de la prestation ;
- j) Ne pas utiliser, ni communiquer les documents et informations traités à des finalités autres que celles définies par la présente prestation/ le présent marché ;
- k) Prendre toutes les mesures permettant d'éviter une utilisation détournée ou frauduleuse des données en cours d'exécution de la prestation/du marché ;

Le cas échéant, le sous-traitant s'engage par ailleurs à mettre en œuvre les mesures de sécurité prévues par le code de conduite auquel il a adhéré ou la certification dont il se targue.

Toute modification importante des mesures de sécurité mises en place par le sous-traitant doit être documentée et présentée au responsable de traitement pour évaluation. Elles ne peuvent en aucun cas réduire le niveau de sécurité des données pendant la durée du marché.

## 5.2. Mesures de sécurité spécifiques

Le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité spécifiques suivantes (*à adapter en fonction du risque*) :

- le chiffrement des sauvegardes des données à caractère personnel ;



- le chiffrage des données à caractère personnel en transit ;
- le chiffrage des données à caractère personnel au sein des bases de données ;
- la pseudonymisation des données à caractère personnel ;
- un dispositif de détection des violations de données à caractère personnel ;
- la mise à disposition des traces de connexion aux données traitées pour le compte du responsable de traitement au cours des six derniers mois ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.
- etc.

## **6. Tests de sécurité**

En cas de service exposé sur Internet, le sous-traitant autorise également le responsable de traitement à effectuer ou à faire effectuer des tests de sécurité pour vérifier que les systèmes du sous-traitant ne sont pas vulnérables (par exemple du fait d'un défaut de configuration ou d'un défaut de mise à jour) et détecter tout changement susceptible d'exposer les données à des risques d'intrusion.

Par ailleurs, le responsable de traitement peut procéder à toute investigation sur Internet permettant de détecter des violations de données à caractère personnel avérées.

## **7. Vérification du respect des obligations du sous-traitant**

Le responsable de traitement se réserve le droit d'effectuer ou de faire effectuer en son nom et pour son compte, toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations mentionnées dans la présente annexe, notamment par la réalisation d'audits, y compris des inspections et des tests de sécurité.

Le sous-traitant coopérera pleinement à ces audits et s'engage notamment à autoriser le responsable de traitement ou les tiers qu'il a mandatés, à accéder, sans limitation, à l'ensemble des informations nécessaires à l'accomplissement de leur mission, aux environnements physiques et techniques, aux registres et systèmes d'informations, au personnel, ou encore aux sites ou locaux à partir desquels le sous-traitant délivre les prestations visées dans la présente annexe.

Sans préjudice de cette faculté du responsable de traitement, le sous-traitant lui exposera au moins une fois par an les résultats synthétiques des contrôles qu'il met régulièrement en œuvre afin de vérifier le caractère conforme et suffisant des mesures techniques et organisationnelles de sécurité prises.

Le responsable de traitement pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du sous-traitant, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des obligations précitées. La responsabilité du sous-traitant peut également être engagée sur le fondement des articles 226-5 et 226-17 du code pénal.

## **8. Durée de la prestation et devenir des données à caractère personnel**

La durée du présent marché est de 18 mois.

L'autorisation donnée par le responsable de traitement au sous-traitant pour effectuer les traitements prévus le cadre de la prestation est valable pour toute la durée du contrat.

À l'issue de la prestation, suivant les instructions du responsable de traitement, au terme de ce marché, le sous-traitant s'engage à supprimer toutes les données à caractère personnel au terme de la prestation/marché et détruire les copies existantes dans ses systèmes d'information à une date effective notifiée par le responsable de traitement, à moins que le droit de l'Union européenne ou le droit français n'exige la conservation des données à

caractère personnel : dans ce cas le sous-traitant fournit au responsable de traitement le texte exigeant cette conservation. Une fois les données détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de cette destruction.

Le responsable de traitement se réserve le droit de procéder à toute vérification qu'il estime nécessaire afin de confirmer l'exécution de ces obligations.

## **9. Responsabilités**

Le sous-traitant sera tenu responsable en cas de manquement exclusivement imputable à lui et/ou à ses sous-traitants ultérieurs à leurs obligations en vertu du présent accord, du RGPD et de la Loi Informatique et Libertés. À ce titre, le sous-traitant s'engage à indemniser le responsable du traitement pour tout dommage direct subi par ce dernier.

## **10. Points de contact**

- Les coordonnées du délégué à la protection des données du sous-traitant ou de la personne en charge de la protection des données sont les suivants :

*A compléter par le candidat.*

- Les coordonnées de la personne intervenant pour prendre en charge tout incident de sécurité sont les suivantes : \*

NAPOLITANO Danielle  
URSSAF PACA  
20 avenue Viton  
13009 Marseille  
[danielle.napolitano@urssaf.fr](mailto:danielle.napolitano@urssaf.fr)